

Construisons ensemble un printemps des luttes pour porter un rapport de force nous permettant de gagner sur les revendications et de faire reculer le gouvernement et ses commanditaires patronaux !

Bien évidemment, cela va débiter par les rassemblements du 1er mai avec comme slogan : "ensemble, résolu et engagés dans les mobilisations.". Cette année, plusieurs organisations syndicales sont décidées à construire des mobilisations unitaires afin d'obtenir des avancées et cesser toutes les régressions sociales et environnementales, lutter contre la montée de l'extrême droite. Ensemble et dans l'unité, elles appellent à une forte journée de mobilisation ce 1er mai sur l'ensemble du territoire, pour l'amélioration des droits des travailleur-se-s, pour le progrès social, la paix et la solidarité internationale.

Puis, le 9 Mai, toutes les organisations syndicales représentatives des fonctionnaires ont affirmé leur volonté d'une mobilisation dans la durée pour s'opposer au projet de loi de réforme de la fonction publique avec une étape forte de grève.

En effet, le gouvernement a décidé de faire subir à la Fonction publique le même choc qu'ont connu plusieurs services publics ces dernières années, sans pour autant montrer une quelconque efficacité : toujours moins de réponses aux besoins, toujours plus chers pour les usagers devenus clients. C'est à rebours des exigences exprimées dans les récents différents mouvements sociaux et des sondages actuels plébiscitant plus de services publics.

Emmanuel Macron avait jugé le statut de la Fonction publique inadapté durant sa campagne et prévu la suppression de 120 000 emplois. Il confirme ! Après la réforme du Code du travail, devenue référence sociale, il s'attaque maintenant à la Fonction publique et aux statuts des fonctionnaires.

- ▶ la généralisation des précaires avec le contrat de mission de maximum 6 ans n'offrant droit à aucune intégration et déroulé de carrière (article 6),
- ▶ la mise en place de la rupture conventionnelle permettant de licencier à tout moment (article 24),
- ▶ l'évolution du salaire à la tête du client à travers l'entretien annuel et la fin de l'augmentation du point d'indice (article 10),
- ▶ la suppression des prérogatives des Commissions administratives paritaires en matière d'avancement de grade, de promotion et de mobilité (articles 3, 10 et 12),
- ▶ la fusion CT et CHSCT entraînant la disparition des CHSCT au moment même où les conditions de travail se sont fortement dégradées (article 2),
- ▶ la remise en cause du droit à la formation à travers la généralisation du CPF (article 20) ainsi que la privatisation du CNFPT.

La transformation de la Fonction publique s'inscrit dans la poursuite de la construction d'une société de précarité et d'individualisme dans un monde du travail fragilisé. Une nouvelle vision de la société, dématérialisée, déshumanisée, qui n'a pas été débattue entre citoyens et actuellement rejetée.

Toutes les organisations syndicales représentatives des fonctionnaires affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général.

Toutes et tous les agents de nos collectivités sont donc invités à s'emparer de cette journée d'action pour défendre et exiger des services publics modernisés, de qualité, prenant appui sur une fonction publique renforcée avec des agents bénéficiant d'un statut de haut niveau. La question de l'avenir des services publics est donc posée en grand pour répondre aux besoins fondamentaux des citoyens, des travailleurs, du pays tout entier.

Les transformer, les affaiblir, c'est condamner à la paupérisation et à la désertification des pans entiers de notre territoire, c'est fragiliser nos concitoyens, notre économie, comme notre capacité à développer l'emploi.

C'est surtout amputer par manque d'aménagement territorial nos potentiels industriels et productifs. Emmanuel Macron veut conclure au sortir du grand débat qu'il y a un excès de dépenses publiques, et qu'il faut donc les réduire. L'opération s'annonce plus difficile à conduire que prévue, car c'est l'utilisation de l'argent qui est réellement posée et singulièrement la réponse aux besoins humains et écologiques.

Aujourd'hui, c'est principalement la spéculation et la flambée des dividendes qui sont alimentées, à l'exemple du CICE, qui est un vrai gaspillage d'argent public tant son inefficacité est démontrée en matière de création d'emploi.

De notre côté, à la CGT, nous militons pour un renforcement des moyens pour nos services publics, la fonction publique, et pour un statut général des fonctionnaires rénové et renforcé, garantissant leur indépendance et leur responsabilité, socle incontournable de l'égalité d'accès aux emplois publics. Cela garantit aux administrés neutralité et impartialité dans l'exercice des missions des agents, nous exigeons par conséquent le retrait du projet de loi dit de « transformation de la Fonction publique ». Nous devons créer les conditions d'une grande mobilisation nationale unitaire et citoyenne ce 9 mai. Il est temps de revendiquer la réimplantation de nos services publics dans les territoires, et la mise en place d'une gestion démocratique. Il est urgent d'exiger de nouveaux services publics (logement, alimentation, communication, santé, transport, énergie...) correspondant aux besoins du XXI^e siècle.

Nous pouvons nous appuyer sur les nouvelles technologies pour les référencer et les satisfaire, plutôt que pour déshumaniser et raréfier leur implantation.

Défense, reconquête et développement des services publics !

Rien ne sera possible sans l'intervention et la mobilisation convergentes de toutes nos organisations.